



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid
Receiving/Réception des Soumissions
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Brunswick
E2L 2B6
Bid Fax: (506) 636-4376

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Saint John, NB (STJ)
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Bruns
E2L 2B6

Title - Sujet Les services de réadaptation Programme de services de réadaptation et d'assistance professionnelle (PSRAP)	
Solicitation No. - N° de l'invitation 51019-184018/C	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 51019-184018	Date 2020-11-26
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$STJ-002-4532	
File No. - N° de dossier STJ-8-41048 (002)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Atlantic Standard Time AST on - le 2020-12-16 Heure Normale de l'Atlantique HNA	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Donovan (STJ), Janine E.	Buyer Id - Id de l'acheteur stj002
Telephone No. - N° de téléphone (506) 639-0215 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification de l'invitation à soumissionner

Titre : Programme de services de réadaptation et d'assistance professionnelle

Modification n° **007** de l'invitation à soumissionner

La présente invitation à soumissionner est modifiée afin de ;

(1) Référence: Annexe B – Base de Paiement

SUPPRIMER l'exigence de l'Annexe B – Base de Paiement; et
INSÉRER à la place l'exigence de l'Annexe B – Base de Paiement (révisée novembre 20, 2020)

(2) Fournir les questions et réponses suivantes :

Q45 : Est-il possible de soumettre une partie de notre proposition en utilisant Microsoft Project par Epost Connect ou serait-il préférable de soumettre une version au format PDF?

R45 : Le format PDF est requis.

Q46 : En référence à l'article 1.2 (Professionnels des services de réadaptation) de l'annexe B – Base de paiement. La quantité estimée pour l'évaluation de l'employabilité et de la capacité à gagner un revenu (EECGR) est donnée comme étant 8880 et le nombre d'heures estimé pour la réaliser est de 6 heures. Veuillez confirmer si le nombre estimé d'EECGR réalisées par année est de 1480 (8880/6 heures) ou si 8880 est le nombre de renvois prévus. En outre, ACC peut-il préciser comment le volume a été déterminé, étant donné que le nombre de nouveaux cas par année est de 6650 (par base de paiement 1.1)? Afin de déterminer les ressources en personnel appropriées, est-il prévu que le volume des évaluations EECGR reste constant pendant la durée du contrat?

R46 : La quantité estimée au point 1.2 correspond aux heures estimées nécessaires pour réaliser les évaluations, la quantité estimée d'heures pour les EECGR étant fixée à 8880. ACC a estimé à six heures le temps nécessaire pour effectuer une EECGR aux fins de l'évaluation des soumissions, ce qui ne doit pas être considéré comme un engagement pour la durée du contrat. Selon l'annexe A, Énoncé des travaux – article 4.7.2, « Pendant la durée du contrat, les exigences législatives, réglementaires, stratégiques et opérationnelles du Programme de réadaptation seront sujettes à des changements qui échappent au contrôle du chargé de projet. Par conséquent, on peut s'attendre à ce qu'ACC soit exposé à des changements dans la structure organisationnelle et le nombre de participants, et possiblement dans la nature et la portée de l'exécution du Programme de réadaptation. L'entrepreneur doit se montrer souple, ouvert et réceptif à ces changements. »

Q47 : Veuillez fournir la définition d'ACC et des détails supplémentaires pour l'évaluation des dépendances des patients hospitalisés.

R47 : ACC a mis à jour l'annexe B – Base de paiement 1.2 f) pour supprimer l'évaluation de la dépendance des patients hospitalisés et la remplacer par une évaluation standard de la dépendance et a modifié le délai en conséquence.

Q48 : En référence au projet de DP Q et R123 qui a dit :

« **Question : En référence à l'annexe B, Base des paiements. Étant donné que le temps consacré par les participants aux activités de préparation à l'emploi peut varier d'un mois à plusieurs années selon les besoins, ACC envisagerait-il d'ajouter ce service à la liste des interventions offertes à un taux horaire? Si ce service doit être fourni à un taux fixe, comme le décrit la demande de propositions, veuillez préciser si le contractant facturera ce service à la fin de la période de préparation à l'emploi uniquement, ou si des versements échelonnés peuvent être effectués dans le cas de participants à la préparation à l'emploi pendant plusieurs années.**

Réponse : La base de paiement sera mise à jour pour inclure ces services d'intervention à un taux horaire. »

Compte tenu de la réponse fournie par le Canada à la question 123, les services suivants : la préparation à l'emploi, la préparation à la recherche d'emploi, la recherche active d'emploi et la facilitation du placement, doivent-ils être fournis au moyen des heures préautorisées (80) pour le PSFR pour les activités d'intervention professionnelle? Les rapports d'avancement comprennent-ils ces heures ou seront-ils facturés séparément?

R48 : Oui, et les rapports d'avancement incluent ces heures.

Q49 : En référence à l'annexe B – Base de paiement, article 1.2. La base de paiement indique que les volumes des Territoires ont été inclus dans l'Ontario et l'Alberta. Le Canada peut-il fournir un pourcentage (%) de clients au sein des territoires?

R49 : Les quantités estimées pour les territoires sont incluses dans les quantités de l'Alberta et de l'Ontario, mais ACC a mis à jour l'annexe B – Base de paiement, article 1.2, pour préciser qu'aux fins de la DP, ACC ne demandera pas de taux horaire pour les territoires.

Q50 : En référence à l'annexe A de la DP, article 8.11.1 du cahier des charges, à quelle fréquence le contractant doit-il procéder à une évaluation technique de routine de tous les réseaux de contractants? Qu'impliquent ces évaluations, et le contractant doit-il en supporter le coût, ou cela est-il fait par ACC?

R50 : ACC exige que l'entrepreneur procède à des évaluations techniques continues de tous les réseaux d'entrepreneurs. Il est prévu que le contractant mène diverses activités telles que la surveillance des organes de presse et d'autres éléments pour les correctifs, les exploits 0 jour, afin de s'assurer que les réseaux et les terminaux sont sécurisés. L'entrepreneur doit inclure ces coûts dans le cadre de 3.1 Opérations du contrat – prix ferme tout inclus.

Q51 : En référence à l'annexe B Base de paiement, les articles 2.1 et 3.1 exigent que le soumissionnaire détermine les ressources dans le cadre de sa réponse. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur la signification de l'expression « déterminer les ressources »? La fourniture d'une liste des postes couverts par les prix de 2.1 et 3.1 serait-elle suffisante? Ou bien ACC cherche-t-il à obtenir plus de détails comme les salaires?

R51 : Oui, ACC exige une liste de postes. ACC n'exige pas de détails associés aux salaires.

Q52 : Dans l'annexe B – Base de paiement sous les « Mesures incitatives à l'exécution des contrats et crédits payables au Canada » du tableau A, pouvez-vous préciser ce que les « Coûts de mise en œuvre » comprennent dans la colonne D. Les « Coûts de mise en

œuvre » comprennent-ils tous les prix fermes inclus dans l'article 2.0 – Mise en œuvre du contrat de l'annexe B. Ou est-ce que le terme « Coûts de mise en œuvre » représente un autre coût ou une partie de 2.0?

R52 : Les coûts de mise en œuvre indiqués à l'annexe B – Mesures incitatives à l'exécution des contrats et crédits payables au Canada, 1.1 tableau A – Mesures incitatives à l'exécution des contrats ou crédits payables au Canada pour la phase de mise en œuvre, comprennent tous les prix fermes inclus à l'annexe B – Base de paiement, article 2.0 – Mise en œuvre du contrat, dans son intégralité.

Q53 : **En référence à l'annexe B, Base des paiements. Les évaluations des médecins devraient-elles encore être incluses dans la Base de paiement 1.2 n)? Dans l'annexe K – Question 77 de la DP, il est indiqué que les évaluations des médecins seraient supprimées de la DP finale. Veuillez fournir des précisions.**

R53 : ACC s'attend à ce que chaque soumissionnaire fournisse un coût horaire pour une évaluation standard. En raison de la complexité et de la diversité des évaluations, ACC a ajusté la structure des prix dans la base de paiement pour demander un taux horaire pour chaque évaluation plutôt que des frais fixes. Aux fins de l'évaluation des soumissions, ACC a estimé le nombre d'heures nécessaires pour effectuer une évaluation standard par un médecin, conformément à l'article 1.2. Les évaluations complexes seront examinées au cas par cas et le niveau d'effort supplémentaire sera inclus dans le contrat.

Q54 : **Une coentreprise qui présente une soumission peut-elle évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à une exigence technique de la présente demande de soumissions? Autrement dit, les différents membres de l'entreprise commune peuvent-ils répondre à des critères différents?**

R54 : Oui, une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à une exigence technique de la présente demande de soumissions. Veuillez vous référer aux critères obligatoires qui se trouvent à l'annexe G du document d'invitation qui décrit ce qui est exigé des soumissionnaires de coentreprises.

Q55 : **Nous demandons qu'une prolongation de 3 semaines soit accordée.**

R55 : Une prolongation d'une semaine a été accordée.

Q56 : **En raison de la logistique à mettre en place pour trouver des fournisseurs, qualifier la pertinence de l'expérience par rapport au besoin, obtenir et confirmer les lettres de recommandation des clients et présenter toutes les informations dans le format spécifié demandé par le client, nous demandons respectueusement une prolongation de la date de soumission jusqu'au 18 décembre 2020.**

R56 : Une prolongation d'une semaine a été accordée.

Q57 : **Nous aimerions demander au gouvernement d'envisager de prolonger la date de clôture de l'appel d'offres afin de laisser aux soumissionnaires suffisamment de temps pour répondre avec précision à la demande de propositions après la publication des réponses aux questions. Nous demandons que la date de clôture des appels d'offres soit prolongée et que la période de questions soit également prolongée en conséquence, en respectant le délai de 10 jours civils entre la fin de la période de questions et la date d'échéance de l'invitation.**

R57 : Une prolongation d'une semaine a été accordée. La date limite pour les questions sera de 10 jours à compter de la date de clôture révisée.

Q58 : **En référence à l'annexe G – Critères d'évaluation technique. En vertu des exigences obligatoires, les lettres de recommandation des clients commerciaux sont exigées. L'approche privilégiée par notre client consiste à demander au soumissionnaire de fournir des descriptions de projet avec tous les détails de qualification pertinents demandés dans M1, montrant des capacités qui répondent aux exigences de M1 et qui peuvent être vérifiées auprès des clients par téléphone ou par vidéoconférence. Historiquement, cette approche a été utilisée et considérée comme une façon acceptable de vérifier l'expérience. L'État accepterait-il la soumission de descriptions de projet avec les coordonnées des clients pour vérification par l'équipe d'évaluation?**

R58 : Notez que nous ne demandons pas de référence sur la qualité des services fournis. Nous demandons une référence sur les détails précis du type de service et des délais tels que le décrit l'article sur les exigences obligatoires des critères d'évaluation technique. Nous exigerons donc une lettre de recommandation du client confirmant ces détails et n'accepterons pas que le soumissionnaire fournisse des descriptions de projet pour ensuite confirmer ces informations par téléphone ou par vidéoconférence.

Q59 : **Un certain nombre de questions soumises lors de la phase d'élaboration du projet de DP n'ont pas reçu de réponse et restent toujours en suspens d'après notre lecture de la version définitive de la DP. ACC affichera-t-il des modifications contenant ces questions et les réponses correspondantes, ou devons-nous soumettre à nouveau nos questions?**

R59 : ACC examine encore certaines des questions reçues au cours de la phase de l'ébauche de la DP afin de déterminer celles qui sont toujours pertinentes en fonction des changements apportés à DP finale affichée. Toutes les questions en suspens qui n'ont pas été traitées au moyen de modifications dans la DP finale seront affichées avec leurs réponses. Les soumissionnaires peuvent également soumettre à nouveau leurs questions qui n'ont pas encore reçu de réponse afin de s'assurer que toutes les questions ont été traitées.

Q60 : **Renvoi à l'article 1.2 de l'annexe B, Base de paiement, Services et intervention – Professionnels des services de réadaptation (PSR) : Le nombre d'heures estimé pour fournir une évaluation et un rapport est sous-estimé pour un grand nombre des éléments énumérés dans le tableau. Fournir un taux horaire fondé sur les heures estimées pourrait donner une fausse idée du coût réel lors de la détermination de frais fixes pendant la phase de mise en œuvre.**

R60 : À la section 1.2, ACC demande aux soumissionnaires de proposer un taux horaire fondé sur les heures estimatives fournies aux fins de l'évaluation. Les taux horaires soumis seront utilisés pour estimer les frais fixes en fonction du niveau d'effort réel déterminé au cours de la phase de mise en œuvre.

Q61 : **Référence : Annexe K Questions et Réponses, Q et R 77 – Le Canada a indiqué qu'« [e]n raison de la complexité des évaluations médicales, cet élément a été retiré de la base de paiement dans la DP définitive, et ce, uniquement aux fins d'évaluation. Lors de l'attribution du contrat, ACC collaborera avec l'entrepreneur retenu afin de déterminer les frais appropriés pour les évaluations médicales. » L'article 1.2 de l'Annexe B de la DP définitive comprend le point n) Évaluation par un médecin et rapport.**

Le Canada peut-il indiquer si cette évaluation doit maintenant être tarifée ou si elle sera supprimée, conformément à la réponse fournie dans la DP provisoire?

R61 : ACC s'attend à ce que chaque soumissionnaire fournisse un coût horaire pour une évaluation standard. En raison de la complexité et de la diversité des évaluations, ACC a ajusté la structure des prix dans la Base de paiement pour demander un taux horaire pour chaque évaluation par rapport à un taux fixe. Aux fins de l'évaluation des soumissions, ACC a estimé que le nombre d'heures nécessaires pour effectuer une évaluation médicale standard conformément à la section 1.2 Tarification des évaluations complexes n'est pas requis dans le cadre de l'annexe B - Base de paiement. ACC collaborera avec l'entrepreneur au cas par cas pour toutes les évaluations complexes au cours de la phase de mise en œuvre du contrat afin de tenir compte du niveau d'effort supplémentaire requis.

Q62 : **Plusieurs évaluations précédemment énumérées dans l'annexe B de la DP provisoire ont été retirées de la DP définitive. En voici quelques exemples :**

- Évaluation interdisciplinaire ambulatoire
- Évaluation en naturopathie
- Psychothérapie et évaluation psychologique
- Évaluation par un travailleur social
- Rapport sommaire de l'évaluation professionnelle
- Évaluation des activités d'exploration professionnelle
- Test d'intérêts professionnels
- Analyse du marché du travail
- Rapport d'évaluation professionnelle
- Analyse des lieux de travail

Toutefois, plusieurs des évaluations supprimées sont répertoriées en tant qu'évaluations préautorisées à l'article 3.3.4.5 de l'EDT. Le Canada peut-il préciser si les évaluations retirées de la Base de paiement ne font plus partie du Programme de réadaptation?

R 62 : La section 1.1 b comprend les évaluations de la réadaptation professionnelle et les activités identifiées dans l'EDT qui peuvent être requises pour l'élaboration du plan de réadaptation professionnelle. Les évaluations naturopathiques ont été supprimées, et la psychothérapie/psychologie est désormais appelée Évaluation et rapport psychologiques à la section 1.2 de l'annexe B, Base de paiement.

Toutes les autres modalités du document d'invitation à soumissionner demeurent inchangées.

Toutes les demandes concernant cette modification doivent être transmises à :

Nom : Janine Donovan
Téléphone : 506-639-0215
Courriel : janine.donovan@pwgsc.gc.ca